

**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**  
**PAYS: BURUNDI - 2017**  
**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, ANNUEL OU FINAL FINAL**  
**DATE DE RAPPORT: 25 Novembre 2019**

<b>Titre du projet:</b> APUT AUX OBSERVATEURS DES DROITS DE L'HOMME DE L'UNION AFRICAINE AU BURUNDI <b>Numéro Projet / MPTF Gateway:</b> PBF/IRF-13900100241	
<b>Modalité de financement PBF:</b> <input checked="" type="checkbox"/> IRF <input type="checkbox"/> PRF	<b>Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire ("Trust fund"):</b> <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire pays <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire régional <b>Nom du fonds fiduciaire:</b>
<b>Liste de toutes les agences récipiendaires des fonds PBF (en commençant par l'agence chef de file), avec le type d'organisation (ONU, ONG etc):</b> Union africaine <b>Liste d'autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux):</b> N/A	
<b>Date de début du projet<sup>1</sup>:</b> 26 Avril 2016 <b>Durée du projet en mois :<sup>2</sup></b> 28 Février 2017	
<b>Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:</b> <input type="checkbox"/> Initiative de promotion du genre <input type="checkbox"/> Initiative de promotion de la jeunesse <input type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix) <input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional	
<b>Budget PBF total approuvé* (par agence récipiendaire):</b> : \$ 2,259,816.76 USD : \$ : \$ : \$ Total: 2,259,816.76 USD <i>*Le budget total approuvé et le transfert de la deuxième tranche, ou toute tranche subséquente sont conditionnelles, et sujettes à l'approbation de PBSO, et à la disponibilité des fonds dans le compte de PBF</i>	
<b>Combien de tranches ont déjà été perçues par le projet:</b> La Totalité	
<b>Préparation du rapport:</b> Rapport préparé par: M. Bonaventure Cakpo GUEDEGBE Rapport approuvé par: Altine Traoré Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: Oui Commentaire du Secrétariat PBF sur le rapport: Le rapport montre que le projet est sur la bonne voie avec des résultats significatifs sur la consolidation de la paix à travers le respect des droits humains sur tout le territoire national	

<sup>1</sup> La date de commencement actuelle est la date du transfert des fonds par MPTF-O aux organisations récipiendaires.

<sup>2</sup> La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et celle des projets PRF est de 36 mois.

Est-ce que le projet a déjà participé dans un exercice d'évaluation ? Si oui, lequel et veuillez attacher le rapport:  
Non, le projet n'a pas connu d'évaluation externe

## NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.

## PARTIE 1: PROGRES DES RESULTATS DU PROJET

### 1.1 Progrès global du projet actuellement

Expliquer brièvement l'état global de mise en oeuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préliminaires / préparatoires ont été achevées (limite de 1500 caractères):

Au départ, le projet, tel que conçu devait être exécuté pendant 6 mois, d'Avril à Septembre 2016. Compte tenu de la non-consommation de certaines rubriques telles que l'achat de véhicules et autres matériel, un avenant avait été sollicité par l'Union africaine pour transformer ces rubriques en paiement de salaire des Observateurs des droits de l'homme. Le relicat suffisait pour payer ces salaires jusqu'en février 2017, ce qui fait un cycle de vie de 11 mois pour ce projet.

Il est à signaler que c'est l'Union européenne qui avait commencé par financer ce projet et avait continué à financer une partie des observateurs en dehors de ceux financés par ce projet PBSO. L'Objectif de ce projet était de permettre à 32 Observateurs des Droits de l'Homme de l'UA d'assumer leurs responsabilités d'observation, de surveillance et de documentation des violations des droits de l'homme, à Bujumbura et dans d'autres régions du Burundi et, si possible, des réfugiés. Toutes les activités préliminaires et préparatoires, de même que celles prévues durant le cycle de vie de ce projet ont été exécutées

Compte tenu du moment dans le cycle de mise en œuvre du projet, veuillez **évaluer les progrès globaux** de ce projet vers les résultats à ce jour (faire le choix entre trois options):  
on track with significant peacebuilding results

En quelques phrases, résumez ce qui est **unique / innovant / intéressant** par rapport à ce que ce projet essaie / a tenté d'accomplir ou son approche (plutôt que de lister les progrès de l'activité) (limite de 1500 caractères).

Si le PBSO n'avait pas accepté de financer ce projet, la situation politique, sécuritaire et humanitaire, aurait été plus déplorable puisque la lenteur de la signature d'un contrat long terme avec l'Union européenne avait provoqué la cessation de paiement des salaires des ODH, ce qui impliquait leur départ du pays. Le maintien de ces ODH a favorisé une collaboration unique entre eux et le bureau du Haut Commissariat des Nations unies aux Droits de l'Homme, section Burundi. C'était innovant en ce sens que les deux institutions collaboraient en symbiose, faisaient des sorties conjointes, échangeaient des informations et avaient des relations humaines poussées sur le terrain, ce qui constituait une présence dissuasive et rassurait les populations burundaises. A titre d'exemple et à la date du 1 Novembre 2016, les deux structures avaient entrepris 8 visites conjointes sur le terrain dans six provinces dont Bujumbura Mairie, Musaga (02), Rohero (1), Bujumbura (ex rural), Rusiba : 1, Isare : 1, Bubanza : 1, Bururi (commun Mugamba1, Muramvya : 2). La description et les chiffres ci-dessus ne concernent que les activités conjointes. En plus de ces activités conjointes, les Observateurs des Droits de l'Homme de l'UA ont leurs activités régulières, y compris des visites dans les centres de détention officiels, dans les autres provinces Ngozi, Gitega, Makamba, Bururi, etc. et dans les pays voisins tels que le Rwanda, la Tanzanie et la RDC

En quelques phrases, résumez les **progrès / résultats majeurs de consolidation de la paix** du projet (avec preuves), que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet (limite de 1500 caractères) :

Il y a eu plusieurs résultats mais nous n'allons en citer que quelques uns :

- La libération de plusieurs personnes arrêtées, dont des étudiants, des hommes en uniforme, des opposants mineurs et des opposants politiques. Au moins 18 personnes, sans compter les étudiants illégalement arrêtés, ont été libérées à la date du 1er Novembre 2016. Au total, 115 rencontres avec les divers responsables politiques et administratifs burundais et 104 pladoyers ont été faits pour 53 personnes libérées pour la durée du projet PBSO y compris M. Gervais Niyongabo, Président du FEDES SANGIRA), membre du bureau exécutif du CNARED le 5 Octobre 2016
- Amélioration des procédures de la police judiciaire, y compris les conditions de détention.
- Amélioration de la tenue des dossiers dans les commissariats de police ; Dans certains commissariats de police, de nouveaux registres ont été introduits qui précisent la date d'arrivée, le crime et la décision des juges ;
- L'amélioration des conditions de détention dans les prisons. Dans la prison centrale de Bujumbura, le plaidoyer des ODH de l'UA et de l'OCHR de l'ONU a aidé à séparer les mineurs des prisonniers adultes.

Par ailleurs, 42 rapports hebdomadaires et 11 rapports mensuels ont été transmis par les ODH. Ces rapports ont inspiré les communiqués du Conseil de Paix et de sécurité de l'UA notamment les 595 et 631 de 2016

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu **un impact humain réel**, c'est-à-dire comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet. (limite de 1500 caractères):

Les ODH de l'UA étaient devenus des "refuges" pour la population. Des dizaines de personnes avaient mon numéro de téléphone et ceux des responsables des ODH surplace. Lorsqu'un membre de leur famille disparaît ou a été arrêté par la police ou par la milice pro-gouvernementale les Imborakure, j'en étais tenu informé et je relayais l'information. Les ODH allaient alors vérifier dans les commissariats ou au service national de renseignements où étaient détenus les prisonniers politiques. Des médiations sont faites par les ODH et plusieurs personnes avaient été libérées. Nous avons eu des témoignages de la diaspora burundaise réfugiée en Ethiopie et au Canada qui avaient félicité le travail fait par les ODH et le système mis en place.

Si l'évaluation de l'avancement du projet est **sur la bonne voie**, veuillez expliquer quels ont été les **principaux défis** (le cas échéant) et quelles mesures ont été prises pour y remédier (limite de 1500 caractères).

Le projet était sur bonne voie mais il n'avait pas connu d'évaluation externe. Il y avait un rapport qui avait été soumis avant l'approbation de l'extension sans coût, de septembre 2016 à Février 2017. Malgré cela, il y a deux défis majeurs : 1)- Le refus du gouvernement de permettre aux ODH d'aller enquêter au service national de renseignement de Bujumbura et 2)- le refus du gouvernement de signer l'accord de siège avec l'UA limitant de façon drastique la mobilité des ODH dans tous les centres de détention du pays. Les autorités locales qui leur permettaient de visiter des prisonniers librement ont commencé par exiger le MoU dans les lieux où certains prisonniers politiques étaient incarcérés. C'était dans la même période où les activités du bureau du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations unies avaient été interdites au Burundi. S'en était suivie une période de limitation des activités des ODH

Si l'évaluation de l'avancement du projet est **en retard**, veuillez énumérer les principales raisons / défis et expliquer quel impact cela a eu / aura sur la durée ou la stratégie du projet et quelles mesures ont été prises / seront prises pour relever les défis / rectifier la progression du projet (limite de 1500 caractères):

N/A

Veuillez joindre en pièce(s) séparée(s) tout document mettant en évidence ou fournissant plus de preuves de l'avancement du projet (par exemple: publications, photos, vidéos, rapports de suivi, rapports d'évaluation, etc.). Listez ci-dessous ce qui a été attaché au rapport, y compris le but et l'auditoire du document.

A part les rapports officiels, j'aurais voulu joindre ici des photos, vidéos et rapports confidentiels mais ce ne serait pas possible

## **1.2 Progrès par résultat du projet**

L'espace dans le modèle permet d'inclure jusqu'à quatre résultats de projet. Si votre projet a plus de résultats approuvés, contactez PBSO pour la modification du modèle.

**Résultat 1:** Accroître la visibilité et renforcer l'analyse des violations des droits de l'homme au Burundi par l'Union africaine et la communauté internationale, ce qui permettra à l'UA et à ses partenaires internationaux de faire des déclarations et des actions coordonnées en matière de droits de l'homme

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**on track with significant peacebuilding results**

**Résumé du progrès:** Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin, pour les rapports de novembre: janvier-novembre, pour les rapports finaux: durée totale du projet), y compris la mise en œuvre les principaux produit (sans énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix. Dans la mesure du possible, fournissez des exemples spécifiques de changements que le projet a soutenus / contribué ainsi que, lorsque disponibles et pertinents, des citations des partenaires ou des bénéficiaires au sujet du projet et de leur expérience. (Limite de 3000 caractères)

De l'analyse de ce résultat, l'UA et la Communauté internationale ont été informés des diverses violations des droits de l'Homme de par les rapports transmis par les ODH depuis le Burundi. Ces rapport avaient permis des actions conjointes de la prt des deux institutions, ce qui avait aussi participé à la réduction du niveau de violence dans le pays

**Résultat 2:** Renforcement de la justice pour les victimes de violations des droits de l'homme, l'accent étant mis en particulier sur les femmes et les autres populations vulnérables, et intensification des mesures prises par le Gouvernement burundais face aux violations des droits de l'homme

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**on track with significant peacebuilding results**

**Résumé du progrès:** (voir les questions données sous Résultat 1)

Tous les rapports publiés par les ODH font toujours mention des droits de la femme et des personnes vulnérables. La situation de ce groupe a été un peu améliorée notamment dans les prisons. Le gouvernement a été amené à faire des déclarations suite aux actions des ODH, notamment en ce qui concerne des promesses d'enquêtes suite à une violation des droits de ce groupe

**Résultat 3:**

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **Please select one**

**Résumé du progrès:** (voir les questions données sous Résultat 1)

**Résultat 4:**

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **Please select one**

**Résumé du progrès:** (voir les questions données sous Résultat 1)

**1.3 Questions transversales**

<p><b><u>Appropriation nationale:</u></b> Comment le gouvernement national a-t-il démontré son appropriation et son engagement envers les résultats et les activités du projet? Donnez des exemples spécifiques. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Ce projet n'avait pas été géré par le gouvernement. IL n'y avait pas eu une volonté très affichée du gouvernement à s'engager sur les résultats et les activités du projet. A certains égards, le gouvernement était hostile aux activités de ce projet, vu l'impact qu'il avait au sein de la population. Le gouvernement avait par exemple interdit l'accès du service national du renseignement aux ODH et limité de façon drastique les activités des observateurs militaires qui étaient non autorisés à exercer.</p>
<p><b><u>Suivi:</u></b> Le plan de S &amp; E du projet est-il sur la bonne voie? Quelles sont les méthodes de suivi et les sources de données utilisées? Veuillez joindre tout rapport relatif au suivi pour la période considérée. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Les sources de données utilisées par les ODH étaient à 90% informelles. Les informations d'arrestations leur parvenaient par les réseaux sociaux, des ONG agissant à visage non découvert, des particuliers, des militants de partis politiques comme celui de Monsieur Agathon Rwasa . Concernant les méthodes de suivi, les ODH se déplaçaient sur les lieux, chacun conformément à sa thématique pour aller constater et vérifier l'information, puis ensuite faire un pladoyer le cas échéant</p>
<p><b><u>Évaluation:</u></b> Fournir une mise à jour sur les préparatifs de l'évaluation externe pour le projet, surtout si le projet est au cours des 6 derniers mois de la mise en œuvre ou c'est le rapport final. Confirmer le budget disponible pour l'évaluation. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Il n'y a pas eu d'évaluation externe, en tout cas pas à ma connaissance.</p>
<p><b><u>Effets catalytiques (financiers):</u></b> Le projet a-t-il</p>	<p>Ce projet a eu des effets catalytiques dans la mesure</p>

<p>conduit à des engagements de financement spécifiques autres que le PBF? Si oui, de qui et de quel montant? Si non, des tentatives spécifiques ont-elles été faites pour attirer des contributions financières supplémentaires au projet et au-delà? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>où, d'avril 2016 au 31 janvier 2016, 32 ODH ont poursuivi leurs activités sur le terrain. Ce projet a encouragé l'Union européenne à continuer à financer les ODH restants et à promettre de prendre en compte, à partir de février 2017, l'ensemble des ODH pour un an de plus au Burundi. On notera également que les Etats-Unis d'Amérique ont financé pour 300.000 USD le dialogue interburundais</p>
<p><b>Effets catalytiques (non financiers):</b> Le projet a-t-il créé des conditions favorables pour d'autres activités de consolidation de la paix par le gouvernement / les autres donateurs? Si oui, veuillez préciser. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Les Observateurs de l'Union africaine étaient devenus les seules forces neutres exerçant sur le terrain. Ils avaient continué à bénéficier du financement de l'Union européenne après le départ du bureau du HCDH. Une seconde phase a été validée par l'UE et va augmenter le nombre des ODH entre temps réduits à 9 sur le terrain. Les activités seront les mêmes, surveiller les violations des droits de l'homme et l'accès à la justice surtout à l'approche des élections présidentielles de 2020</p>
<p><b>Stratégie de sortie / durabilité:</b> Quelles mesures ont été prises pour se préparer à la fin du projet et aider à assurer la durabilité des résultats du projet au-delà du soutien du PBF? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Les résultats du projet ont été sauvegardés et poursuivis avec le relai de l'UE qui a poursuivi le financement des ODH même si leur nombre avait été réduit entre temps.</p>
<p><b>Prise de risques :</b> Décrivez comment le projet a réagi aux risques qui menaçaient l'atteinte des résultats. Identifiez de nouveaux risques apparus depuis le dernier rapport, le cas échéant. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>En ce qui concerne les risques qui menaçaient l'atteinte des résultats, il y avait la non signature du MoU. Le projet a appuyé les réunions de consultations entre le Gouvernement burundais et les délégations du CPS de l'UA sur la signature de ce MoU. Le gouvernement du Burundi a toujours refusé de signer le protocole d'accord, mais les ODH de l'UA poursuivent leurs activités, même s'ils ne peuvent plus visiter librement le service national de renseignement</p>
<p><b>Égalité entre les sexes :</b> Au cours de la période considérée, quelles activités ont été menées pour adresser les questions d'égalité des sexes ou d'autonomisation des femmes? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>En ce qui concerne les questions d'égalité des sexes, le projet a contribué à améliorer les conditions de vie des femmes dans certaines prisons. Le paidoyer des ODH ont permis de faire séparer des femmes des hommes; des mineures d'autres mineurs dans des prisons burundaises. Malheureusement, il n'a pas été possible pour l'UA d'augmenter le nombre de femmes dans le groupe des ODH lors du dernier recrutement (et comme ce fut le cas en 2015 lors du premier recrutement où il y avaient 5 femmes sur 9 ODH) en raison de l'augmentation de la violence, du viol, de la volatilité de la situation sécuritaire du pays et d'autres violations ciblées contre les femmes.</p>
<p><b>Autre:</b> Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager,</p>	<p>Il serait souhaitable, qu'en raison de l'approche des élections de 2020, que PBSO finance encore le</p>

y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères)	déploiement d'ODH supplémentaires en plus de ce que fait l'UE sur le terrain
--	--

**1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:** Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification - fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionner les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
<b>Résultat 1</b> Accroître la visibilité et renforcer l'analyse des violations des droits de l'homme au Burundi par l'Union africaine et la communauté internationale, ce qui permettra à l'UA et à ses partenaires internationaux de faire des déclarations et des actions coordonnées	Indicateur 1.1 L'Union africaine et la communauté internationale font régulièrement des déclarations sur la situation des droits de l'homme au Burundi et proposent des actions.	Si nous prenons les déclarations publiées par l'UA depuis avril 2015, l'UA fait 3 déclarations durant la mise en œuvre de ce projet, en fonction de l'évolution de la situation sur le terrain.	Des déclarations communes de l'UA et de la communauté internationale ont eu d'influence sur toutes les parties prenantes en ce qui concerne le respect des droits de l'homme	La visibilité est accrue ainsi que l'analyse des violations des droits de l'homme par l'UA et la communauté internationale à travers les rapports soumis et les briefings faits par les ODH	Les quelques déclarations coordonnées ont été faites conjointement par le Commissaire à la paix et à la sécurité et le Sous-Secrétaire général des Nations Unies pour le soutien à la consolidation de la paix lors de diverses réunions internationales. La raison en est qu'il n'existe pas de mécanisme	Des recommandations avaient été faites par le point focal du Burundi pour des publications de communiqués conjoints
	Indicateur 1.2 Le CPS de l'UA examine et approuve les rapports mensuels des ODH. Ces	Les décisions du CPS sont prises sur la base des rapports soumis par	Après avril 2016, les 595e et 631e Communiqués du CPS de l'UA ainsi que	N/A	N/A	

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
en matière de droits de l'homme	rappports guident ses décisions concernant le Burundi	les ODH	divers communiqués de presse ont été publiés grâce aux rapports soumis par les ODH. C'est également le cas de la résolution 2303 (2016) du Conseil de sécurité des Nations unies qui cite le contenu des rapports des ODH de l'UA			
	Indicateur 1.3					
Produit 1.1 32 ODH de l'UA disposent des capacités et des	Indicateur 1.1.1 Les 32 ODH de l'UA sont présents au Burundi d'Avril 2016 à Février 2017 et disposent	Les 32 ODH sont effectivement sur le terrain au Burundi	Ils ont opéré sur toute l'étendue du territoire burundais sur toute la durée	-	-	

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
connaissances requises, du contexte, des instruments des droits de l'homme applicables au Burundi et de leur mandat et bénéficient d'un appui en matière de sécurité et de logistique.	de bureaux, de badges, de voitures et de moyens de sécurité pour leur permettre d'opérer sur le terrain.		du projet			
	Indicateur 1.1.2 Plusieurs séminaires de formation ont été organisés à l'attention des ODH	Au moins 2 séminaires de formation sont organisés pour les 32 ODH en 2016.	Depuis avril 2016, en plus des 3 formations complètes offertes par le Bureau du HCNUDH et le Département des affaires politiques de l'UA, les ODH organisent régulièrement en interne des séminaires sur divers thèmes spécifiques.	N/A	N/A	N/A
Produit 1.2	Indicateur 1.2.1	Des rapports	42 rapports	N/A	N/A	N/A

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
32 ODH de l'UA présentent des rapports hebdomadaires et mensuels sur la situation des droits de l'homme au Burundi, au département des affaires politiques de l'UA puis au Conseil de paix et de sécurité.	Les ODH ont produit des rapports réguliers aux différents organes de l'UA	hebdomadaires et mensuels ont été produits par les ODH	hebdomadaires et 10 rapports mensuels ont été soumis par les ODH aux différents organes de l'UA			
	Indicateur 1.2.2 Les ODH ont effectué des visites régulières dans toutes les provinces du Burundi et des visites dans certains pays limitrophes	Huit provinces ont été visitées	Trois pays ont été visités à savoir l'Ouganda, la RDC et le Rwanda sur financement de l'UA et du Bureau du HCNUDH	Ces visites ont toujours été de courtes durées	Il était prévu que les ODH s'établissent de façon permanente dans les provinces mais cela n'a pas été possible par insuffisance de fonds	Il serait souhaitable que le PBSO finance l'établissement à longue durée des ODH dans les provinces à risque identifiées
Produit 1.3 Les ODH de l'UA accordent une attention particulière aux droits humains et	Indicateur 1.3.1 Chaque rapport hebdomadaire et mensuel comporte une section consacrée à la situation des femmes et des	Dans tous les rapports envoyés, la sous-section sur les femmes et des réfugiés soumet sa	Une section consacrée aux femmes a été maintenue. Comme le rapport cible davantage les femmes et les	La situation des femmes et des personnes vulnérables a été bien relayée par les ODH	N/A	N/A

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
des femmes et d'autres groupes vulnérables et fournissent des rapports spécifiques à ce sujet.	autres groupes vulnérables, qui contient des informations et présente les tendances dans le temps et les recommandations.	part	groupes vulnérables, il avait mobilisé la communauté internationale qui a multiplié des pressions sur les autorités Burundaises			
	Indicateur 1.3.2					
Produit 1.4	Indicateur 1.4.1					
	Indicateur 1.4.2					
<b>Résultat 2</b> Renforcement de la justice pour les victimes de violations des droits de l'homme, l'accent étant mis en particulier	Indicateur 2.1 Suites aux rapports documentés et autres pladoyers des ODH de l'UA, le Gouvernement burundais a annoncé des investigations sur des cas de tueries et de violations des	Les ODH ont eu l'opportunité au cours de plusieurs réunions avec diverses autorités burundaises, de brandire des rapports	Plusieurs autres réunions ont été faites sur toute l'étendue du territoire et avec différentes autorités burundaises locales qui ont	Des échanges réguliers avec la police burundaise ont permis d'améliorer les conditions de détention des personnes arrêtées et en particulier celles des femmes et des mineurs	N/A	N/A

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
sur les femmes et les autres populations vulnérables, et intensification des mesures prises par le Gouvernement burundais face aux violations des droits de l'homme	droits de l'homme	documentés et détaillés de cas de violations des droits de l'homme	pris des mesures d'enquêtes	dans les différentes prisons visitées.		
	Indicateur 2.2 Le Gouvernement du Burundi a fait d'autres actions/déclarations concrètes concernant les droits de l'homme au Burundi, y compris les préoccupations des femmes et autres groupes vulnérables.	Selon les rapports fournis par les ODH de l'UA, le Gouvernement reconnaît l'existence de certaines violations des Droits de l'Homme et avait promis de faire des enquêtes.	Le Gouvernement devrait prendre des mesures concrètes en réponse à ces réunions	Au moins deux femmes militantes ont été libérées en Novembre 2016 après des promesses concrètes du Gouvernement.	Plusieurs engagements du gouvernement en termes d'enquêtes sur des disparitions / enlèvements ou assassinats ciblés sont restés sans rapport concret	Les ODH ont continué à documenter chaque violation des droits de l'homme et des plaidoyer envers les autorités gouvernementales dans le pays
	Indicateur 2.3					
Produit 2.1 Le plaidoyer des observateurs	Indicateur 2.1.1 Les ODH ont eu des réunions régulières avec le	Ces réunions sont régulières, basées sur les	Les réunions ont continué et ciblent toujours les	Des échanges réguliers avec les policiers burundais ont permis	Le nombre des ODH est insuffisant pour couvrir tout le territoire	Il serait souhaitable que le PBSO finance le déploiement d'ODH

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
des droits de l'homme de l'UA auprès du Gouvernement burundais sur les violations des droits de l'homme conduit à des réponses concrètes du Gouvernement et à de meilleurs résultats pour les victimes de violations.	gouvernement burundais sur les droits de l'homme	informations relatives aux violations des droits de l'homme. Ce n'est qu'en mars qu'ils se sont réunis 3 fois (avec de hautes autorités). Mais avec les autorités locales, les ODH de l'UA se réunissent régulièrement en fonction des cas de violation soulevé	violations des droits de l'homme documentés par les ODH	d'améliorer les conditions de détention des personnes arrêtées. La libération de plusieurs personnes arrêtées, dont des étudiants, des opposants mineurs et des opposants politiques.		supplémentaires
	Indicateur 2.1.2					
Produit 2.2 Le plaidoyer	Indicateur 2.2.1 Les ODH de l'UA ont des réunions		Les réunions ont continué et ciblent	L'UA a publié des communiqués de press sur la	On note un manque de coordination des actions avec les ONG travaillant pour la défense des femmes et des groupes	Les activités de sensibilisation et les rencontres se

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
des observateurs des droits de l'homme de l'UA auprès du gouvernement burundais conduit à des actions concernant les droits des femmes	régulières avec le Gouvernement burundais pour échanger sur les préoccupations des femmes en matière de droits humains		toujours les violations des droits de l'homme documentés par les ODH	condition des femmes et après l'assassinat d'une ex-ministre passées dans l'opposition au gouvernement	vulnérables. La raison en est que ces groupes ont peur d'être pris pour cible par le gouvernement.	poursuivent avec ces ONG pour une meilleure coordination
	Indicateur 2.2.2 Le Conseil de Paix et de Sécurité de l'UA a fait référence aux droits de la femme dans ses communiqués	Ces mentions de la situation des femmes burundaise a été régulières dans les communiqués de l'UA		Cet exercice sera répété dans le future		
Produit 2.3	Indicateur 2.3.1					
	Indicateur 2.3.2					
Produit 2.4	Indicateur 2.4.1					
	Indicateur 2.4.2					
<b>Résultat 3</b>	Indicateur 3.1					
	Indicateur 3.2					

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
	Indicateur 3.3					
Produit 3.1	Indicateur 3.1.1					
	Indicateur 3.1.2					
Produit 3.2	Indicateur 3.2.1					
	Indicateur 3.2.2					
Produit 3.3	Indicateur 3.3.1					
	Indicateur 3.3.2					
Produit 3.4	Indicateur 3.4.1					
	Indicateur 3.4.2					
<b>Résultat 4</b>	Indicateur 4.1					
	Indicateur 4.2					
	Indicateur 4.3					
Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					
	Indicateur 4.1.2					

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					
Produit 4.4	Indicateur 4.4.1					
	Indicateur 4.4.2					

## **PARTIE 2: PROGRÈS FINANCIER INDICATIF DU PROJET**

### **2.1 Commentaires sur l'état des progrès financiers globaux du projet**

Veillez évaluer si les dépenses financières du projet sont sur la bonne voie, en retard ou en retard, par rapport aux plans de projet: *on track*

Combien de tranches de budget de projet ont été perçues à ce jour et quand comptez-vous demander le paiement de la tranche suivante si pertinent : Tout le budget approuvé a été décaissé

Quel est le niveau global des dépenses/engagements en % par rapport au budget total et par rapport à la tranche (s) reçue (s) jusqu'à présent: 100%

Si les dépenses sont retardées ou non-conformes aux plans, veuillez fournir une brève explication (limite de 500 caractères):

N/A

Veillez indiquer quel montant \$ a été prévu (dans le document de projet) pour les activités axées sur l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes et combien a été effectivement alloué à ce jour: N/A

Veillez remplir et joindre l'annexe sur les progrès financiers du projet, **en utilisant le tableau du budget du projet initial (en Excel) et en ajoutant les informations sur le niveau des dépenses / engagements à ce jour**, même si les montants sont indicatifs seulement.